



Editorial

UNITÉ D'ANALYSE POLITIQUE ET DE SÉCURITÉ DES ENTREPRISES

ANALYSE DU COURANT SITUATION

GLOBALE

Récession aux États-Unis et le ralentissement de l'économie mondiale

RÉGIONALE

Grève nationale en Equateur

LOCALE

Résultats électoraux en Colombie

Récession aux États-Unis et le ralentissement de l'économie mondiale

Le début d'un phénomène de récession économique aux États-Unis a été prédit, estimé pour le début ou le milieu de 2023. Plusieurs institutions et banques telles que Deutsche Bank AG et Wells Fargo ont assuré qu'il y avait une chance de "3 sur 4" (Wall Street Journal) que l'économie américaine stagne, et donc, par conséquent, le reste de l'économie mondiale. Ce phénomène se traduirait par des taux de chômage plus élevés, une prolongation de l'inflation actuelle, des indices des prix à la consommation plus élevés et un ralentissement économique généralisé dans le monde entier. En bref, les difficultés économiques existantes causées par l'invasion russe de l'Ukraine, les prix élevés du pétrole, les retombées du COVID-19 et les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales seraient aggravées pendant au moins six mois.

Bien que les analystes politiques et économiques ne puissent pas déterminer exactement quand cela commencera, on pense qu'il sera "léger et court", d'une durée d'environ six mois au mieux (Bloomberg). Néanmoins, ils ont également averti que même si la Réserve fédérale américaine parvient à éviter la récession, les taux d'inflation élevés actuels et la lenteur de la croissance économique sont des phénomènes qui pourraient persister pendant quelques années. Les prix du pétrole et de l'essence devraient rester élevés pendant encore plusieurs mois, voire des années, car les pays membres de l'OPEP, dont l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, ont déjà atteint leur capacité de production maximale et ne peuvent pas répondre à une demande supplémentaire (Reuters).

Les taux d'inflation élevés actuels et la lenteur de la croissance économique sont des phénomènes qui pourraient persister pendant quelques années.



Ceci, ajouté à l'embargo européen sur le gaz naturel russe, va aggraver durablement son coût. Cependant, les États-Unis se sont récemment tournés vers d'autres producteurs comme le Venezuela, comme l'a révélé la réunion de Caracas en mars et bientôt fin juin, démontrant un rapprochement avec le gouvernement de Nicolás Maduro (Reuters).

Il convient également de noter les facteurs politiques et sociaux qui affecteront la performance de l'économie mondiale dans les années à venir, comme le développement de la guerre entre l'Ukraine et la Russie, qui sera une variable déterminante pour les marchés. 124 jours après le début de l'invasion, la Russie a ajusté sa stratégie offensive vers une stratégie défensive, alternant ses objectifs initiaux de capturer la majeure partie du territoire ukrainien et de renverser le gouvernement de Kyiv, à deux nouveaux objectifs moindres :



sécuriser un corridor terrestre vers la Crimée et contrôler l'est de l'Ukraine jusqu'à Kharkov, la deuxième ville plus grande du pays. Cela signifie que les prochaines zones d'activité de guerre seront principalement concentrées dans des villes comme Kherson, Kharkiv et Donetsk. Pour le département américain de la Défense, il est impossible de dire comment ou quand la guerre se terminera (Department of Defense). Plusieurs analystes estiment qu'il pourrait se prolonger ou se "refroidir", devenant un conflit plus lent et moins fréquent sur la nouvelle frontière entre la Russie et l'Ukraine, avec des escarmouches occasionnelles et sans

Contrôle russe du territoire ukrainien pour le lundi 27 juin. Source: Institute for the Study of War aucune concession territoriale. Cependant, il y a de l'espoir dans le fait que le rythme de la guerre a récemment ralenti. Cela pourrait normaliser l'anxiété sur les marchés, mais ce serait loin d'être suffisant pour apaiser les taux d'inflation et les prix élevés des hydrocarbures.



La réponse du gouvernement chinois à la pandémie sera décisive dans 2023 et pendant la moitié de 2022. En avril et mai, les restrictions imposées à Shanghai étaient évidentes parce qu'ils ont paralysé le plus grand port d'Asie, avec des conséquences notables sur les marchés mondiaux.

En cas de nouvelle épidémie de COVID-19, les difficultés économiques pourraient persister, augmentant la probabilité que les États-Unis entrent en récession. Bien que la plupart des pays développés aient levé les restrictions face à la pandémie, l'Asie est l'un des derniers endroits où subsistent les interdictions d'entrée des étrangers, et divers types de restrictions qui nuisent sans aucun doute au commerce.

La Chine a assuré que la politique "zéro COVID", y compris les protocoles d'isolement, les tests de masse et les restrictions de voyage, resterait en place pendant les cinq prochaines années (The Guardian). Pour cette raison, la chaîne d'approvisionnement déjà touchée par les séquelles du COVID-19 en Occident continuera probablement à faire face aux conséquences de la pandémie jusqu'à ce que la Chine lève les restrictions.





REGIONAL

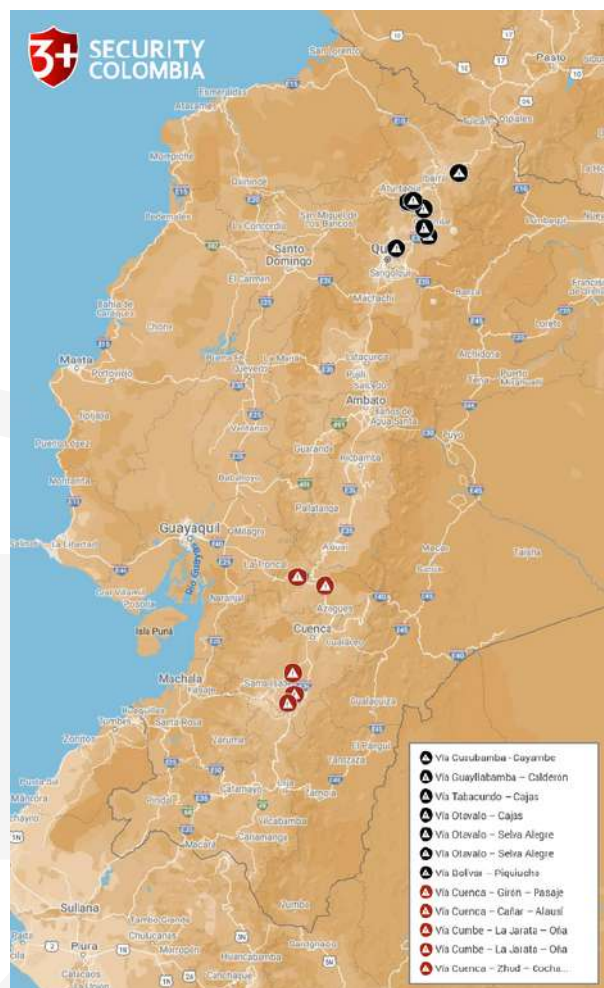
Grève nationale en Equateur

Au milieu d'une "grève nationale" qui a déjà eu deux semaines, le gouvernement de Guillermo Lasso en Équateur était sur le point d'être licencié le mardi, juin-28.

À l'Assemblée nationale de l'Équateur, un débat législatif intense a eu lieu pour déterminer l'éventuelle destitution du gouvernement Lasso avec un minimum nécessaire de 92 voix pour requises parmi un total de 137 membres de l'Assemblée.

Après plus de 18 heures de débat, divisées en trois jours au cours desquels 109 membres de l'Assemblée sont intervenus pour exprimer leur position, ce vote n'a obtenu que 80 des 92 voix requises, avec 48 voix contre et 9 abstentions, de sorte que cette motion de rejet n'a pas abouti.

Il convient de noter que plusieurs partis de tout le spectre politique ont jusqu'à présent rejeté le processus.



Fermeture de routes enregistrées en Equateur. Préparé par 3+ Security Colombia Ltda.

La « grève nationale » en Équateur, dirigée par des groupes autochtones, a été motivée par des raisons économiques, politiques et sociales, telles que le coût élevé de la vie, les prix élevés du carburant, le mécontentement des populations autochtones et l'usage excessif de la force par les autorités. A cela s'ajoutent les 166 blessés et les cinq morts survenus lors des manifestations, augmentant les tensions entre l'opposition et le gouvernement. Des blocages ont été signalés sur plusieurs routes principales du pays, principalement autour de Quito et Cuenca, avec quelques blocages occasionnels à Guayaquil. L'entrée de marchandises au port de Guayaquil n'a pas été particulièrement affectée, mais il pourrait être la cible de futures manifestations si elles persistent.





Des blocages ont été signalés sur plusieurs routes principales du pays, principalement autour de Quito et Cuenca.

Ainsi, la « grève nationale » a rapidement réussi à paralyser le commerce et les transports dans le pays, avec des pertes estimées à plus de 140 millions de dollars dans le secteur productif, selon un rapport publié par le ministère de la Production, du Commerce extérieur, des Investissements et de la Pêche (La República). Le secteur du tourisme a été particulièrement vulnérable, car 80 % des réservations ont été annulées et environ 3 millions de dollars sont perdus chaque jour dans ce seul secteur. D'autre part, le secteur minier-énergétique en Équateur, qui est responsable des principaux produits d'exportation du pays, et également la plus grande source de revenus de la caisse fiscale (avec des contributions de 30%), a présenté des pertes importantes. En raison des mobilisations, de la fermeture de routes, de la saisie d'installations et d'incidents violents, la compagnie pétrolière d'État Petroecuador a enregistré la fermeture de 995 puits et 33 tours le 27 juin, avec un total de 1 200 000 barils de pétrole perdus (BNAmericas).

Il est probable que les manifestations resteront actives jusqu'à ce qu'un accord soit trouvé entre les groupes d'opposition et le gouvernement. La destitution du gouvernement Lasso mettrait sûrement fin aux protestations, mais si ce processus échouait, il serait prolongé pour une durée supplémentaire.

En Équateur, la polarisation politique s'est récemment accrue, ce qui a poussé les mouvements indigènes à convoquer quotidiennement le plus grand nombre de leurs communautés, tandis que les secteurs productifs menés par les chambres de commerce et d'industrie ont appelé à la conciliation pour le bien-être des citoyens et dans le respect de la Constitution de la République.

Résultats électoraux en Colombie

Le candidat Gustavo Petro a été désigné vainqueur des élections présidentielles en Colombie le 19 juin. Le leader du Pacto Historico a obtenu 50,48% des voix avec 100% des tables comptées, contre Rodolfo Hernández avec 47,26%. Bien que les marchés s'attendaient à une dépréciation rapide du peso colombien par rapport au dollar après les résultats de dimanche, il a à peine dépassé 4 100 \$ COP et est resté à ce rythme depuis.

Néanmoins, la Bourse colombienne, comme les actions des sociétés appartenant à l'indice boursier COLCAP, ont présenté de fortes pertes de valeur depuis le 19 juin. Par exemple, les actions d'Ecopetrol ont atteint leur point le plus bas en un an, enregistrant une dépréciation de 12 % en une semaine. Cela a été identifié comme une perte de confiance dans les performances futures de l'économie colombienne, étant donné la possibilité que les factures de Gustavo Petro nuisent au développement du pays.

Pour apaiser les inquiétudes financières, le président élu a précisé que le processus de "décarbonisation" sera "progressif et lent", et "qu'il n'y aura plus de contrats d'exploration sous son mandat", mais il y aura une plus grande exportation de charbon vers répondre à la demande supplémentaire en Europe causée par la guerre entre la Russie et l'Ukraine (El Tiempo).

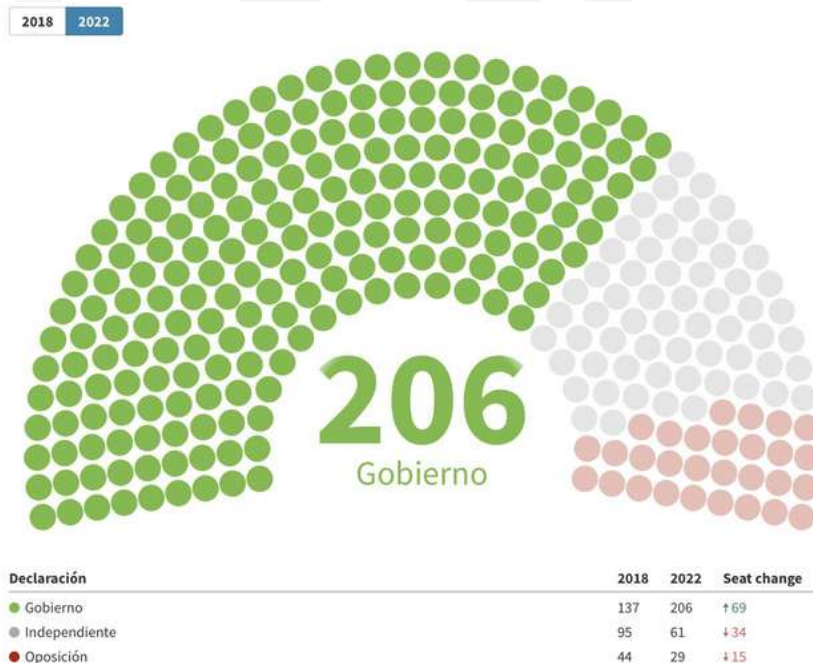
Il a également reconnu que le gouvernement actuel a déjà lancé un plan pour la construction de parcs solaires d'une capacité de 1 gigawatt, proposant la production d'un total de 3.6 gigawatts au cours des quatre prochaines années de son mandat.

Le président élu a précisé que le processus de "décarbonisation" sera "progressif et lent"



Avant les résultats électoraux, on a émis l'hypothèse que même si Gustavo Petro gagnait les élections, son gouvernement aurait de grandes difficultés à concilier les projets de loi au congrès en l'absence d'une majorité de gauche. Il a été considéré qu'il y aurait une coalition d'opposition solide, comprenant des partis tels que le Partido liberal, le Partido de la U et même potentiellement le Partido Verde. Pourtant, plusieurs secteurs rejoignent rapidement les partis gouvernementaux, garantissant au gouvernement de Gustavo Petro une nette majorité au sein du pouvoir législatif. Ainsi, le nombre de membres du Congrès appartenant à des partis gouvernementaux pourrait atteindre 70 %.

Bien que des partis tels que Cambio Radical, avec des bases politiques importantes dans divers départements du pays, attendent toujours une réponse, il est peu probable qu'ils se déclarent comme parti d'opposition. Son chef, Germán Vargas Lleras, pourrait même rejoindre le parti dans le cadre de la coalition gouvernementale, après la rencontre avec le président élu mardi 28 juin. De cette façon, Gustavo Petro rencontrera probablement moins de difficultés pour rédiger des projets de loi pendant au moins un an, qui est la période minimale pendant laquelle les partis doivent maintenir leur position de gouvernement, indépendant ou d'opposition.



Composition spéculative du congrès (y compris les représentants et les sénateurs) si le Centre démocratique se déclare comme le seul parti d'opposition. Source: Ricardo Ruiz



Au milieu de la décision controversée du Parti conservateur de ne pas faire partie de l'opposition au gouvernement de Gustavo Petro, son chef, Omar Yepes, a annoncé sa démission.

Malgré le fait que Miguel Uribe se positionne comme le leader le plus probable de l'opposition au cours des quatre prochaines années (ayant dirigé la liste du Centre démocratique lors des dernières élections), le caucus de l'opposition au Congrès sera confronté à de grands défis de leadership car ils ont également avec l'ancien candidat Rodolfo Hernández, et la fracture évidente au sein du Centre démocratique entre Uribe et des groupes non-Uribe tels que María Fernanda Cabal. Cela ouvrirait la voie à une première année de gouvernement facile pour Gustavo Petro.

Les questions les plus importantes seront les négociations avec les groupes armés, la reprise de l'économie du phénomène de l'inflation mondiale, les relations avec Venezuela et sa perspective de transition énergétique.

Noter. Le travail d'enquête et d'analyse consigné dans ce rapport est exclusif à 3+ Security Colombia.

3+Security Colombia Ltda., se réserve le droit d'interprétation pouvant survenir par le lecteur dans l'exercice d'examiner et visualisation des informations présentées.